

Pays : République du Ghana

Commission : Affaires étrangères et coopération internationale

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

République du Ghana anciennement connue sous le nom de Côte-de-l'or représente une démocratie stable avec un gouvernement élu ce qui expose en effet une vitalité politique de cet état. John Dramani Mahama président de la république du Ghana a été réélu en janvier 2025 dans l'optique d'un troisième mandat. Le gouvernement ghanéen mène parmi ses nombreuses actions, des réformes visant à renforcer l'efficacité des administrations publiques, notamment par des restructurations au niveau du ministère et également pour améliorer la transparence et Relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines tel que la cedeao dont la république ghanéenne est membre, face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques.

La question de la Relance de la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines soulève des enjeux sécuritaires tel que l'expansion des groupes terroristes JNIM, AQMI provenant du Sahel notamment des voisinage de Sécurité comme le Mali et le Niger. Bien que stable étant état côtier des zones à risques, le Ghana doit regorger ses frontières et investir dans la prévention. L'instabilité politique et les nombreux coup d'état fragilisent également ces régions et mettent la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Des enjeux migratoires, économique, et démocratiques basée sur La migration irrégulière vers l'Europe qui est souvent causée par le chômage, la pauvreté et l'instabilité, des économies ouest-africaines qui dépendent toujours l'exportation de matières premières (or, cacao, pétrole). Les échanges commerciaux avec l'Europe sont souvent donc déséquilibrés.

Par ailleurs, la République du Ghana reconnaît que la corruption demeure un obstacle majeur au développement durable et à la confiance des citoyens envers les institutions publiques. Bien que stable, le Ghana reste confronté à des défis en matière de transparence et de gestion des finances publiques. Dans cette optique, le gouvernement s'engage à renforcer les mécanismes de contrôle interne et à coopérer avec ses partenaires européens afin de promouvoir la bonne gouvernance et la redevabilité. En outre, le Ghana défend un modèle économique fondé sur la transformation locale des matières premières — notamment l'or, le cacao et le pétrole — afin de créer davantage d'emplois directement sur le territoire africain. En développant la transformation industrielle sur place, le pays ambitionne d'augmenter la valeur ajoutée nationale, de réduire sa dépendance aux exportations brutes et de favoriser une croissance inclusive permettant de lutter contre le chômage, l'une des causes profondes de la migration irrégulière.

La république du Ghana prône fortement la relance d'une coopération stratégique et bénéfique entre l'Union européenne et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, basée sur des accord équilibré, respectueux de la souveraineté des états et visant à établir des solution durables. Le Ghana se place comme acteur modérée et rassembleur convaincu que la relance des Organisation intergouvernementale régionale doit dépasser les gestions de crise pour rétablir des partenariats stratégiques durable fondée sur la stabilité, prospérité et la responsabilité partagée. Pour résoudre ses problèmes, le Ghana a ratifié plusieurs instruments juridiques essentiels liés à la migration, aux droits humains et à la coopéra, Le Ghana participe également activement à des projets régionaux financés par l'UE comme le projet Strengthening Border Security (SBS), visant à

renforcer la gestion des frontières avec l'appui technique de l'ICMPD. Le Ghana vise aussi dans les années à venir à mettre en place un dialogue national pour accélérer sa ratification d'ici 2027 par rapport au protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes (African Union Free Movement Protocol) , car ce texte n'est pas encore pleinement ratifié.

En conclusion le Ghana confirme encore son engagement envers une relance ambitieuse et équilibrée des instances intergouvernementales face aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques, Notre pays promeut une approche globale rassemblant sécurité, développement durable, création d'emplois et renforcement des institutions démocratiques. Selon notre pays la stabilité régional rechercher ne peut être atteinte que des partenariats sérieux et respectueux, ce pourquoi le Ghana se positionne comme un acteur constructif diplomatique et rassembleurs, convaincu que les organisations régionales africaines doivent rester au cœur des solutions.